

**CORRUPTIONS ET FORFAITURES JUDICIAIRES :
MISE EN ACCUSATION DE 4 HAUTS MAGISTRATS**

YVES BOT, Procureur de la République de Paris de 2002 à 2004 et Procureur Général de la République de Paris de 2004 à 2006.

FRANÇOIS MOLINS, actuel procureur de la République de Paris.

JEAN-CLAUDE MARIN, actuel Procureur Général de la Cour de Cassation.

LAURENT LE MESLE, Procureur Général de la Cour d'Appel de Paris de 2006 à 2009.

Nous, membres des professions juridiques, victimes et/ou membres du bureau de Politique de Vie : **CHRISTIAN COTTEN**, psychosociologue, **THIERRY KABILE**, employé de mairie, **JACQUELINE DUBUIS**, ingénieur informatique, **CHRISTIAN BASANO**, expert-comptable et commissaire aux comptes, **JONATHAN DELAY**, rescapé d'Outreau, **M^E DOMINIQUE KOUNKOU**, avocat, **M^E FRANÇOIS DANGLEHANT**, avocat, **JACQUES BIDALOU**, magistrat retraité, **RICHARD ARMENANTE**, chef d'entreprise, **HUBERT VAN DEN TORREN DE MONTAL**, chef d'entreprise, **MUSTAPHA AGRO**, chef d'entreprise, **BORIS LUTZ**, intermittent du spectacle.

NOUS VOUS ACCUSONS SOLENNELLEMENT ET PUBLIQUEMENT DE CORRUPTIONS ET FORFAITURES JUDICIAIRES MULTIPLES ET RÉITÉRÉES DEPUIS PLUS DE QUINZE ANNÉES. PLUS AUCUN DE VOUS N'EST CRÉDIBLE NI LÉGITIME.

Vous ne pouvez ignorer au moins l'une des affaires concernant les soussignés, pour laquelle **vous êtes ou avez été un agent actif de l'application de la LOI DE L'OMERTA**, au mépris des lois de la République.

Cette LOI DU SILENCE, règle multiséculaire de toutes les mafias, que vous appliquez systématiquement pour protéger nombre de gangsters d'État de toute mise en cause, est un **véritable crime contre la République** et les droits fondamentaux de milliers de citoyens. Cette **LOI DE LA MAFIA** est une violation majeure du serment de magistrat, trop souvent au profit d'autres serments inviolables et au dépens des magistrats intègres.

Mensonges et dénis du réel manifeste. Faux en écritures publiques. Détournements de preuves. Rejet du contradictoire. Trafics d'influence au sein de « la grande famille » de la fonction publique au travers de réseaux occultes. Protections d'élus, fonctionnaires et assimilés auteurs de délits et crimes en bandes organisées. Trafics d'organes et de cadavres en hôpitaux publics. Maquillages de crimes d'État en suicides. Placements abusifs de mineurs. Enfants violés et parents protecteurs persécutés par les violences judiciaires. Patrimoines de chefs d'entreprise ou de retraités sous tutelle dérobés par des délinquants utilisant les institutions de l'État. Avocats harcelés par de faux procès. Révocations infondées de fonctionnaires intègres. Victimes méprisées, spoliées, rackettées, piétinées à mort.

JEAN-JACQUES URVOAS, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux, serez-vous complice de ces dérives intolérables en robe noire ou rouge ou assumerez-vous d'exercer les pouvoirs de votre fonction en révoquant ces magistrats qui protègent tant de délinquants et criminels élus ou membres de la fonction publique ? Saurez-vous redonner l'honneur à votre institution en prononçant l'indignité nationale ou la dégradation républicaine de ces magistrats félons ?

Nous avons toutes les preuves de nos affirmations, vous n'avez aucune réponse.

**PROCHAINE MANIFESTATION PUBLIQUE MARDI 11 AVRIL DE 15 H-19 H.
PLACE VENDÔME - RUE DE LA PAIX - RUE DANIELLE CASANOVA
POUR EXIGER RECADRAGES ET RÉPARATIONS DES VIOLENCES JUDICIAIRES.**

Merci à toutes les victimes des corruptions et forfaitures judiciaires et à tous les citoyens de se mobiliser sur cet enjeu majeur pour la santé collective.

Texte diffusé lors des manifestations du mardi devant le Ministère de la Justice depuis fin novembre 2016.

Jean-Jacques Urvoas, oui, toi, citoyen Jean-Jacques Urvoas, élu de la République, momentanément Ministre de la Justice et Garde des Sceaux, c'est à toi que nous nous adressons aujourd'hui pour la xième fois, en cette célébration publique contre l'injustice.

Nous venons te dire : stop aux forfaitures et corruptions judiciaires. Nous venons te dire : stop à la loi du silence et du mensonge.

Nous venons te dire : stop au logiciel omerta qui enterre les dossiers poubelles qui impliquent des agents de l'État délinquants ou criminels.

Éliane Kabile, trafics d'organes et trafics de cadavres.

Plusieurs cadavres dans un seul cercueil.

Plusieurs actes de décès pour une seule personne.

Placements abusifs d'enfants.

Parents protecteurs d'enfants violés persécutés par les violences judiciaires.

Patrimoines dérobés par des réseaux de délinquants utilisant les institutions de l'état.

Mensonges, faux en écritures publiques, détournements de preuves, trafics d'influence au sein de la grande famille de la fonction publique.

Victimes piétinées, affaires étouffées.

Quinze ans et plus de corruptions et de forfaitures des fonctionnaires et des magistrats, cela suffit !

Citoyens, frères et sœurs humains, exigez avec nous la fin du logiciel omerta dans l'administration de la justice qui protège des délinquants et criminels membres de la fonction publique.

Nous voulons savoir où est passé le corps d'Éliane Kabile.

Nous voulons que les auteurs de ce crime organisé soient confrontés à leurs responsabilités.

Institution de lâcheté a dit le Président Hollande à propos de ta magistrature.

Jean-Jacques Urvoas, trop de tes magistrats utilisent le logiciel Omerta au dépens de milliers de victimes des trafics d'influence.

Monsieur le Ministre, nous viendrons manifester autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que toi, Jean-Jacques Urvoas, tu assumes de sortir de ton bureau et d'entendre en osant nous regarder dans les yeux ce que nous avons à te dire.

Christian Cotten, Thierry Kabile, Politique de Vie.

Prochaine manifestation Place Vendôme pour soutenir ce texte,
mardi 11 avril 2017, de 15 h à 19 h.

Et tous les mardis suivants jusqu'à obtention des résultats visés.

Ainsi que tous les dimanches Place de la République dans les cadres Stop Corruption et Nuit Debout.



Thierry KABILE - Tél. : 06 46 63 42 77 - thierrykabile@yahoo.fr

**Christian COTTEN/Politique de Vie - christian.cotten@orange.fr
6 rue du Clocher - 91190 SAINT-AUBIN - Tél. : 06 89 52 06 41.
politiquedevie.com et facebook.com/christian.cotten**